



Le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CEC)



**Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.**

Un numéro unique gratuit (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(* Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800
ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet
via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2008

ISBN 978-92-79-08478-2

DOI 10.2766/18994

© Communautés européennes, 2008

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium

IMPRIME SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

LE CADRE EUROPÉEN DES CERTIFICATIONS POUR L'ÉDUCATION ET LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE (CEC)



COMMISSION EUROPÉENNE
Éducation et culture

Éducation et formation tout au long de la vie: politiques d'éducation et de formation
Coordination des politiques d'éducation et de formation tout au long de la vie



Le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CEC)

Le CEC est un cadre de référence commun qui permet aux pays européens d'établir un lien entre leurs systèmes de certification. Il joue le rôle d'outil de transposition pour faciliter la lecture et la compréhension des certifications dans différents pays et systèmes européens. Il a deux objectifs principaux: promouvoir la mobilité des citoyens entre les pays et faciliter l'éducation et la formation tout au long de la vie.

La recommandation est entrée en vigueur en avril 2008. Elle stipule que 2010 est la date recommandée aux pays pour établir une correspondance entre leurs systèmes de certification nationaux et le CEC et que 2012 est la date fixée pour qu'ils s'assurent que l'ensemble de leurs certificats fasse mention du niveau correspondant du CEC.

Le CEC permettra d'établir des correspondances entre les systèmes et cadres de certifications de différents pays en se fondant sur une référence commune européenne composée de huit niveaux de référence. Ces niveaux couvrent l'ensemble des certifications, du niveau de base (le niveau 1 qui peut notamment correspondre aux diplômes de fin d'études secondaires) au niveau avancé (le niveau 8 qui équivaut par exemple aux doctorats). En tant qu'instrument destiné à favoriser la formation et l'éducation tout au long de la vie, le CEC englobe tous les niveaux de certification acquis dans l'enseignement

général, l'enseignement et la formation professionnels, ainsi que l'enseignement supérieur. En outre, le cadre concerne les certifications fournies par l'éducation initiale et la formation continue.

Les huit niveaux de référence sont décrits en termes d'acquis de formation et d'éducation. Le CEC reconnaît que les systèmes européens de formation et d'éducation sont tellement divers qu'il est devenu nécessaire de privilégier les acquis de l'éducation et de la formation pour comparer les pays et les institutions et leur permettre de coopérer.

Par acquis de l'éducation et de la formation, le CEC entend ce qu'un apprenant connaît, comprend et peut faire à l'issue d'un processus d'éducation et de formation. Le CEC se concentre donc sur les résultats de l'apprentissage plutôt que sur les parcours, par exemple la durée des études. Les acquis de l'éducation et de la formation se répartissent en trois catégories: les savoirs, les aptitudes et les compétences. Cela signifie que les certifications, dans différentes combinaisons, regroupent un large éventail d'acquis de l'éducation et de la formation, notamment en termes de savoirs théoriques, d'aptitudes pratiques et techniques et de compétences sociales pour lesquelles la capacité à travailler avec les autres sera essentielle.

Contexte de l'élaboration du CEC: comment est-il né?

La mise au point du cadre européen des certifications a débuté en 2004 à la demande des États membres, des partenaires sociaux et d'autres parties prenantes qui souhaitaient créer une référence commune afin d'améliorer la transparence des certifications.

La Commission, avec le soutien d'un groupe d'experts du CEC, a élaboré un projet proposant un cadre de huit niveaux reposant sur les acquis de l'éducation et de la formation et visant à améliorer la transparence et le transfert des certifications et soutenir la formation et l'éducation tout au long de la vie. La Commission l'a publié pour consultation au sein de l'Europe au cours du second semestre 2005.

Les réactions à la consultation ont révélé que les parties prenantes européennes ont massivement soutenu la proposition de la Commission, tout en lui demandant d'y apporter un certain nombre de clarifications et de la simplifier. La Commission a donc amendé la proposition en suivant l'avis des experts des 32 pays impliqués et des partenaires sociaux européens. La Commission a adopté le texte révisé sous la forme d'une proposition le 6 septembre 2006. Le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à négocier la proposition au cours de l'année 2007, avant l'adoption officielle du CEC en février 2008.

Quels avantages le CEC présente-t-il pour l'Europe?

Cette recommandation permettra d'établir une référence européenne commune qui mettra en correspondance les divers systèmes nationaux de certification et facilitera la communication entre eux. On créera donc un réseau de systèmes de certification indépendants, mais pouvant être mis en correspondance et être compris de tous.

En utilisant les acquis de l'éducation et de la formation comme point de référence commun, le cadre permettra de comparer et de transférer plus facilement les certifications entre les pays, les systèmes et les établissements. Il présentera donc un intérêt certain pour ses divers utilisateurs à l'échelle européenne et nationale.

La plupart des pays européens ont décidé de mettre en place des cadres nationaux de certification dans la ligne du CEC. Il est important de créer de tels cadres afin de s'assurer que la coopération sur le plan européen est bien ancrée à l'échelle nationale. La rapidité à laquelle les cadres nationaux de certification ont été mis au point depuis 2004 démontre qu'un besoin de meilleure transparence et comparabilité des certifications se fait ressentir à tous les niveaux, et que les principes de base qui sous-tendent le CEC sont largement partagés.

Ce lien plus étroit entre les systèmes de certification des pays bénéficiera à de nombreuses personnes:

- Le CEC favorisera une plus grande mobilité des apprenants et des travailleurs. Il permettra aux apprenants de décrire plus facilement leur niveau général de compétences aux recruteurs d'autres pays. Il aidera les employeurs à interpréter les certifications des candidats et favorisera donc ainsi la mobilité de la main-d'œuvre en Europe. Sur le plan pratique, toutes les nouvelles certifications devront faire mention du niveau correspondant du CEC à partir de 2012. Le CEC viendra donc compléter et renforcer les instruments de mobilité européenne existants, notamment Europass, Erasmus et ECTS.
- Le CEC devrait bénéficier aux individus en renforçant l'accès et la participation à la formation et l'éducation tout au long de la vie. En définissant un point de

référence commun, le CEC indiquera comment associer les acquis de formation et d'éducation provenant d'environnements différents (par exemple l'éducation formelle et le travail) et de pays différents, et contribuer ainsi à réduire les barrières qui existent entre les établissements d'enseignement et de formation, par exemple l'enseignement supérieur et la formation et l'éducation professionnels, deux voies qui peuvent être isolées l'une de l'autre. Cela favorisera la progression, en évitant aux apprenants de répéter les apprentissages par exemple.

- Le CEC peut soutenir des individus ayant une grande expérience professionnelle ou dans d'autres domaines d'activité en facilitant la validation de la formation et de l'éducation non formelles et informelles. Privilégier les acquis de l'éducation et de la formation permettra de déterminer plus facilement si les acquis obtenus dans de tels environnements équivalent à des certifications formelles en termes de contenu et de pertinence.
- Le CEC soutiendra les utilisateurs individuels ainsi que les établissements d'enseignement et de formation en renforçant la transparence des certifications décernées en dehors des systèmes nationaux, par exemple dans certains secteurs et sociétés multinationales. L'adoption d'un cadre de référence commun reposant sur les acquis de formation et d'éducation permettra de plus facilement comparer et mettre en correspondance (le cas échéant) les certifications classiques décernées par les autorités nationales avec celles octroyées par d'autres institutions. Ainsi, le CEC aidera les secteurs et les individus à bénéficier de cette internationalisation croissante des certifications.

Le CEC est un instrument ambitieux et de grande envergure concernant les systèmes de formation et d'éducation, le marché du travail, l'industrie et le commerce, ainsi que les citoyens.

Pour obtenir plus d'informations, consultez:

http://ec.europa.eu/dgs/education_culture/index_fr.html

RECOMMANDATION DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

du 23 avril 2008

**établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation
tout au long de la vie**

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 149, paragraphe 4, et son article 150, paragraphe 4,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Comité économique et social européen¹,

vu l'avis du Comité des régions²,

statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité³,

¹ JO C 175 du 27.7.2007, p. 74.

² JO C 146 du 30.6.2007, p. 77.

³ Avis du Parlement européen du 24 octobre 2007 (non encore paru au Journal officiel) et décision du Conseil du 14 février 2008.

considérant ce qui suit:

1. Le développement et la reconnaissance des savoirs, aptitudes et compétences des citoyens sont devenus essentiels pour le développement individuel, la compétitivité, l'emploi et la cohésion sociale dans la Communauté. Le développement et la reconnaissance devraient faciliter la mobilité transnationale des travailleurs et des apprenants et contribuer à la satisfaction de l'offre et de la demande sur le marché européen du travail. Il y a donc lieu de promouvoir et d'améliorer, aux niveaux national et communautaire, l'accès et la participation de tous, y compris des personnes défavorisées, à l'éducation et la formation tout au long de la vie ainsi que la valorisation des certifications.
2. Le Conseil européen de Lisbonne a conclu, en 2000, que l'amélioration de la transparence des certifications est l'une des principales mesures requises pour adapter les systèmes européens d'éducation et de formation aux besoins de la société de la connaissance. Le Conseil européen de Barcelone de 2002 a en outre appelé à une coopération plus étroite dans le secteur universitaire et à l'amélioration de la transparence et des méthodes de reconnaissance en matière d'enseignement et de formation professionnels.
3. La résolution du Conseil du 27 juin 2002 sur l'éducation et la formation tout au long de la vie⁴ a invité la Commission à élaborer, en étroite coopération avec le Conseil et les États membres, un cadre pour la reconnaissance des certifications en matière d'éducation et de formation, en s'appuyant sur les résultats du processus de Bologne et par la promotion d'actions similaires dans le domaine de la formation professionnelle.
4. Les rapports conjoints du Conseil et de la Commission sur la réalisation du programme de travail "Éducation et formation 2010", adoptés en 2004 et en 2006, ont souligné la nécessité d'élaborer un cadre européen des certifications.
5. Dans le cadre du processus de Copenhague, les conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil du 15 novembre 2004 sur les priorités futures de la coopération européenne renforcée en matière d'enseignement et de formation professionnels ont accordé la priorité à la mise en place d'un cadre européen des certifications ouvert et souple, fondé sur la transparence et la confiance mutuelle, qui servirait de référence commune à la fois pour l'enseignement et la formation.
6. La validation des acquis de l'éducation et de la formation non formelles et informelles devrait être promue conformément aux conclusions adoptées par le Conseil le 28 mai 2004 sur les principes européens communs en matière d'identification et de validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles.
7. Les Conseils européens de Bruxelles de mars 2005 et de mars 2006 ont souligné l'importance que revêt l'adoption d'un cadre européen des certifications.
8. La présente recommandation tient compte de la décision n° 2241/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 instaurant un cadre communautaire unique pour la transparence des qualifications et des compétences (Europass)⁵ et de la recommandation 2006/962/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 sur les compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie⁶.
9. La présente recommandation est compatible avec le cadre prévu pour l'espace européen de l'enseignement supérieur et les descripteurs de cycle approuvés par les ministres de l'enseignement supérieur de 45 pays européens, lors de la réunion qui s'est tenue à Bergen, les 19 et 20 mai 2005, dans le cadre du processus de Bologne.

4 JO C 163 du 9.7.2002, p. 1.

5 JO L 390 du 31.12.2004, p. 6.
6 JO L 394 du 30.12.2006, p. 10.

10. Les conclusions du Conseil des 23 et 24 mai 2004 sur l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels, la recommandation 2006/143/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la poursuite de la coopération européenne visant la garantie de la qualité dans l'enseignement supérieur, ainsi que les normes et lignes directrices sur la garantie de la qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur⁷, ainsi que les normes et lignes directrices sur la garantie de la qualité dans l'espace européen de l'enseignement supérieur approuvées par les ministres de l'enseignement supérieur réunis à Bergen, comportent des principes communs d'assurance de la qualité sur lesquels devrait reposer la mise en œuvre du cadre européen des certifications.
11. La présente recommandation s'entend sans préjudice de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles⁸, qui confère des droits et impose des obligations aux autorités nationales compétentes et aux migrants. Pour les certifications professionnelles reconnues conformément à la directive 2005/36/CE, la référence aux niveaux prévus par le cadre européen des certifications ne devrait pas altérer les droits d'accès au marché du travail.
12. La présente recommandation vise à créer un cadre de référence commun appelé à servir d'outil de transposition pour les différents systèmes et niveaux de certification, tant pour l'enseignement général et supérieur que pour l'enseignement et la formation professionnels. Il permettra d'améliorer la transparence, la comparabilité et le transfert des certifications décernées aux citoyens conformément aux pratiques en vigueur dans les différents États membres. Chaque niveau de certification devrait, en principe, pouvoir être atteint par diverses filières de formation et différents parcours de carrière. Le cadre européen des certifications devrait, par ailleurs, permettre aux organisations sectorielles internationales d'établir des correspondances entre leurs systèmes de certification et un point de référence européen, et donc de montrer la relation entre les certifications sectorielles internationales et les systèmes de certification nationaux. La présente recommandation contribue, dès lors, à la réalisation des objectifs plus larges que sont la promotion de l'éducation et de la formation tout au long de la vie et l'amélioration de l'employabilité, de la mobilité et de l'intégration sociale des travailleurs et des apprenants. Des principes transparents d'assurance de la qualité et l'échange d'informations favoriseront la mise en œuvre de la présente recommandation en aidant à l'instauration d'une confiance mutuelle.
13. La présente recommandation devrait contribuer à la modernisation du système d'éducation et de formation, à l'articulation entre enseignement, formation et emploi et à l'édification de passerelles entre l'éducation et la formation "formelles", "non formelles" et "informelles", et permettre également la validation des acquis en termes d'éducation et de formation découlant de l'expérience.
14. La présente recommandation ne remplace ou ne définit aucun système national de certification et aucune certification. Le cadre européen des certifications ne définit aucune certification particulière ou compétence individuelle, chaque certification particulière devant être rattachée au niveau correspondant du cadre au moyen des systèmes nationaux de certification visés.
15. Vu son caractère non contraignant, la présente recommandation, est conforme au principe de subsidiarité en soutenant et en complétant l'action des États membres en facilitant la coopération entre eux afin d'améliorer la transparence et de promouvoir la mobilité et l'éducation et la formation tout au long de la vie. Elle devrait être mise en œuvre conformément aux législations et pratiques nationales.
16. Etant donné que l'objectif de la présente recommandation, à savoir créer un cadre de référence commun appelé à servir d'outil de transposition pour les différents systèmes et niveaux de certification,

7

JO L 64 du 4.3.2006, p. 60.

8

JO L 255 du 30.9.2005, p. 22. Directive modifiée par la directive 2006/100/CE du Conseil (JO L 363 du 20.12.2006, p. 141).

ne peut pas être réalisé de manière suffisante par les États membres et peut donc en raison des dimensions et des effets de l'action être mieux réalisé au niveau communautaire, la Communauté peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, la présente recommandation n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

RECOMMANDENT AUX ÉTATS MEMBRES:

- 1) d'utiliser le cadre européen des certifications comme un outil de référence pour comparer les niveaux des certifications relevant de systèmes de certification différents et pour promouvoir à la fois l'éducation et la formation tout au long de la vie et l'égalité des chances dans la société de la connaissance, ainsi que la poursuite de l'intégration du marché européen du travail, dans le respect de la riche diversité des systèmes éducatifs nationaux;
- 2) d'établir des correspondances entre leurs systèmes de certification et le cadre européen des certifications d'ici 2010, notamment en rattachant d'une manière transparente leurs niveaux de certifications aux niveaux visés à l'annexe II, et, le cas échéant, en élaborant des cadres nationaux de certification conformément aux législations et pratiques nationales;
- 3) d'adopter, le cas échéant, des mesures faisant en sorte que, pour 2012, tous les nouveaux certificats de certification, diplômes et documents "Europass" délivrés par les autorités compétentes fassent clairement mention – au moyen des systèmes nationaux de certification – du niveau correspondant du cadre européen des certifications;
- 4) d'adopter une approche basée sur les acquis de l'éducation et de la formation pour définir et décrire les certifications visées, et de favoriser la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles conformément aux principes européens communs convenus dans les conclusions du Conseil du 28 mai 2004, en accordant une attention

particulière aux citoyens les plus exposés au chômage et à la précarité, dès lors qu'une telle approche pourrait contribuer à accroître leur participation à l'éducation et à la formation tout au long de la vie et leur accès au marché du travail;

- 5) de promouvoir et d'appliquer les principes de l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation visés à l'annexe III lors de l'établissement de correspondances entre, d'une part, les certifications relatives à l'enseignement supérieur et l'enseignement et la formation professionnels prévues par les systèmes nationaux de certification et, d'autre part, le cadre européen des certifications;
- 6) de désigner des points de coordination nationaux, liés dans chaque cas aux structures et aux exigences des États membres afin de soutenir et, en liaison avec d'autres autorités nationales compétentes, d'orienter les correspondances entre les systèmes nationaux de certification et le cadre européen des certifications, afin de promouvoir la qualité et la transparence de ces correspondances.

Ces points de coordination nationaux devraient notamment:

- a) établir une correspondance entre les niveaux de certification prévus par les systèmes nationaux de certification et les niveaux prévus par le cadre européen des certifications, définis à l'annexe II;
- b) veiller à ce qu'une méthode transparente soit appliquée pour établir des correspondances entre les niveaux de certification nationaux et le cadre européen des certifications de manière à, d'une part, faciliter les comparaisons entre ces niveaux et, d'autre part, veiller à ce que les décisions qui en découlent soient publiées;
- c) garantir aux parties prenantes l'accès aux informations et leur fournir des indications sur la correspondance établie, dans les systèmes nationaux de certification, entre les certifications nationales et le cadre européen des certifications;

d) encourager la participation de toutes les parties prenantes concernées, y compris, conformément à la législation et aux pratiques en vigueur au niveau national, les établissements d'enseignement supérieur, les établissements d'enseignement et de formation professionnels, les partenaires sociaux, les secteurs et les experts en matière de comparaison et de valorisation des certifications au niveau européen.

SOUTIENNENT LA COMMISSION DANS SON INTENTION:

1) d'assister les États membres dans la réalisation des tâches susmentionnées et les organisations sectorielles internationales dans l'usage des niveaux de correspondance et des principes du cadre européen des certifications établis par la présente recommandation, notamment en facilitant la coopération, l'échange de bonnes pratiques et l'évaluation – entre autres par un contrôle volontaire par des pairs et des projets pilotes menés au titre de programmes communautaires, en lançant des exercices d'information et de consultation avec les comités de dialogue social – et en élaborant des outils de soutien et d'orientation;

2) de créer, au plus tard le 23 avril 2009, un groupe consultatif pour le cadre européen des certifications (composé de représentants des États membres et associant les partenaires sociaux européens et, au besoin, d'autres parties prenantes), chargé d'assurer la cohérence générale et de favoriser la transparence du processus de mise en correspondance entre les systèmes de certification et le cadre européen;

3) d'examiner et d'évaluer, en coopération avec les États membres et après consultation des parties prenantes concernées, les mesures prises en application de la présente recommandation, y compris la mission et la durée du mandat du groupe consultatif, au plus tard le 23 avril 2013, de faire part au Parlement européen et au Conseil de l'expérience acquise et des conséquences à en tirer pour l'avenir, y compris, au besoin, quant à l'évaluation et à la révision éventuelles de la présente recommandation;

4) promouvoir un lien étroit entre le cadre européen des certifications et les systèmes européens actuels et futurs de transfert et d'accumulation de crédits dans l'enseignement supérieur et dans l'enseignement et la formation professionnels, afin d'améliorer la mobilité des citoyens et de faciliter la reconnaissance des résultats de l'apprentissage.

Fait à Strasbourg, le 23 avril 2008.

Par le Parlement européen

Le président

HANS-GERT PÖTTERING

Par le Conseil

Le président

JANEZ LENARČIČ



Définitions

Aux fins de la présente recommandation, on entend par:

- a) "certification": le résultat formel d'un processus d'évaluation et de validation obtenu lorsqu'une autorité compétente établit qu'un individu possède au terme d'un processus d'éducation et de formation les acquis correspondant à une norme donnée;
- b) "système national de certification": l'ensemble des activités d'un État membre ayant trait à la reconnaissance de l'éducation et de la formation, ainsi que des autres mécanismes qui relient l'enseignement et la formation au marché du travail et à la société civile. Ces activités incluent l'élaboration et l'application de dispositions et de processus institutionnels concernant l'assurance de la qualité, l'évaluation et la délivrance des certifications. Tout système national de certification peut être constitué de plusieurs sous-systèmes et inclure un cadre national des certifications;
- c) "cadre national des certifications": l'instrument de classification des certifications en fonction d'un ensemble de critères correspondant à des niveaux déterminés d'éducation et de formation, qui vise à intégrer et à coordonner les sous-systèmes nationaux de certification et à améliorer la transparence, l'accessibilité, la gradation et la qualité des certifications à l'égard du marché du travail et de la société civile;
- d) "secteur": le groupement d'activités professionnelles réunies autour de leur fonction économique principale, d'un produit, d'un service ou d'une technologie;
- e) "organisation sectorielle internationale": l'association d'organisations nationales, y compris, par exemple, d'employeurs et d'organismes professionnels représentant les intérêts de secteurs nationaux;
- f) "acquis de l'éducation et de la formation": l'énoncé de ce que l'apprenant sait, comprend et est capable de réaliser au terme d'un processus d'éducation et de formation; ces acquis de l'éducation et de la formation sont définis sous la forme de savoirs, d'aptitudes et de compétences;
- g) "savoir": le résultat de l'assimilation d'informations grâce à l'éducation et à la formation. Le savoir est un ensemble de faits, de principes, de théories et de pratiques liés à un domaine de travail ou d'étude. Le cadre européen des certifications fait référence à des savoirs théoriques ou factuels;
- h) "aptitude": la capacité d'appliquer un savoir et d'utiliser un savoir-faire pour réaliser des tâches et résoudre des problèmes. Le cadre européen des certifications fait référence à des aptitudes cognitives (utilisation de la pensée logique, intuitive et créative) ou pratiques (fondées sur la dextérité ainsi que sur l'utilisation de méthodes, de matériels, d'outils et d'instruments);
- i) "compétence": la capacité avérée d'utiliser des savoirs, des aptitudes et des dispositions personnelles, sociales ou méthodologiques dans des situations de travail ou d'études et pour le développement professionnel ou personnel. Le cadre européen des certifications fait référence aux compétences en termes de prise de responsabilités et d'autonomie.

ANNEXE II

Descripteurs définissant les niveaux du cadre européen des certifications (CEC)

Chacun des huit niveaux est défini par un ensemble de descripteurs indiquant quels sont les acquis de l'éducation et de la formation attendus d'une certification de ce niveau, quel que soit le système de certification.

| | | Savoirs |
|---------------------|---|---|
| | | Le CEC fait référence à des savoirs théoriques et/ou factuels. |
| Niveau 1 | Acquis de l'éducation et de la formation correspondant au niveau 1: | <ul style="list-style-type: none"> savoirs généraux de base |
| Niveau 2 | Acquis de l'éducation et de la formation correspondant au niveau 2: | <ul style="list-style-type: none"> savoirs factuels de base dans un domaine de travail ou d'études |
| Niveau 3 | Acquis de l'éducation et de la formation correspondant au niveau 3: | <ul style="list-style-type: none"> savoirs couvrant des faits, principes, processus et concepts généraux, dans un domaine de travail ou d'études |
| Niveau 4 | Acquis de l'éducation et de la formation correspondant au niveau 4: | <ul style="list-style-type: none"> savoirs factuels et théoriques dans des contextes généraux dans un domaine de travail ou d'études |
| Niveau 5* | Acquis de l'éducation et de la formation correspondant au niveau 5: | <ul style="list-style-type: none"> savoirs détaillés, spécialisés, factuels et théoriques dans un domaine de travail ou d'études, et conscience des limites de ces savoirs |
| Niveau 6** | Acquis de l'éducation et de la formation correspondant au niveau 6: | <ul style="list-style-type: none"> savoirs approfondis dans un domaine de travail ou d'études requérant une compréhension critique de théories et de principes |
| Niveau 7*** | Acquis de l'éducation et de la formation correspondant au niveau 7: | <ul style="list-style-type: none"> savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale et/ou de la recherche conscience critique des savoirs dans un domaine et à l'interface de plusieurs domaines |
| Niveau 8**** | Acquis de l'éducation et de la formation correspondant au niveau 8: | <ul style="list-style-type: none"> savoirs à la frontière la plus avancée d'un domaine de travail ou d'études et à l'interface de plusieurs domaines |

| Aptitudes | Compétences |
|--|---|
| Le CEC fait référence à des aptitudes cognitives (fondées sur l'utilisation de la pensée logique, intuitive et créative) et pratiques (fondées sur la dextérité ainsi que sur l'utilisation de méthodes, de matériels, d'outils et d'instruments). | Le CEC fait référence aux compétences en termes de prise de responsabilités et d'autonomie. |
| <ul style="list-style-type: none"> • aptitudes de base pour effectuer des tâches simples | <ul style="list-style-type: none"> • travailler ou étudier sous supervision directe dans un cadre structuré |
| <ul style="list-style-type: none"> • aptitudes cognitives et pratiques de base requises pour utiliser des informations utiles afin d'effectuer des tâches et de résoudre des problèmes courants à l'aide de règles et d'outils simples | <ul style="list-style-type: none"> • travailler ou étudier sous supervision avec un certain degré d'autonomie |
| <ul style="list-style-type: none"> • gamme d'aptitudes cognitives et pratiques requises pour effectuer des tâches et résoudre des problèmes en sélectionnant et appliquant des méthodes, outils, matériels et informations de base | <ul style="list-style-type: none"> • prendre des responsabilités pour effectuer des tâches dans un domaine de travail ou d'études • adapter son comportement aux circonstances pour résoudre des problèmes |
| <ul style="list-style-type: none"> • gamme d'aptitudes cognitives et pratiques requises pour imaginer des solutions à des problèmes précis dans un domaine de travail ou d'études | <ul style="list-style-type: none"> • s'autogérer dans la limite des consignes définies dans des contextes de travail ou d'études généralement prévisibles mais susceptibles de changer • superviser le travail habituel d'autres personnes, en prenant certaines responsabilités pour l'évaluation et l'amélioration des activités liées au travail ou aux études |
| <ul style="list-style-type: none"> • gamme étendue d'aptitudes cognitives et pratiques requises pour imaginer des solutions créatives à des problèmes abstraits | <ul style="list-style-type: none"> • gérer et superviser dans des contextes d'activités professionnelles ou d'études où les changements sont imprévisibles • réviser et développer ses performances et celles des autres |
| <ul style="list-style-type: none"> • aptitudes avancées, faisant preuve de maîtrise et de sens de l'innovation, pour résoudre des problèmes complexes et imprévisibles dans un domaine spécialisé de travail ou d'études | <ul style="list-style-type: none"> • gérer des activités ou des projets techniques ou professionnels complexes, incluant des responsabilités au niveau de la prise de décisions dans des contextes professionnels ou d'études imprévisibles • prendre des responsabilités en matière de développement professionnel individuel et collectif |
| <ul style="list-style-type: none"> • aptitudes spécialisées pour résoudre des problèmes en matière de recherche et/ou d'innovation, pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines | <ul style="list-style-type: none"> • gérer et transformer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles • prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnels et/ou pour réviser la performance stratégique des équipes |
| <ul style="list-style-type: none"> • aptitudes et techniques les plus avancées et les plus spécialisées, y compris en matière de synthèse et d'évaluation, pour résoudre des problèmes critiques de recherche et/ou d'innovation et pour étendre et redéfinir des savoirs existants ou des pratiques professionnelles | <ul style="list-style-type: none"> • démontrer un niveau élevé d'autorité, d'innovation, d'autonomie, d'intégrité scientifique ou professionnelle et un engagement soutenu vis-à-vis de la production de nouvelles idées ou de nouveaux processus dans un domaine d'avant-garde de travail ou d'études, y compris en matière de recherche |

Compatibilité avec le cadre des certifications de l'espace européen de l'enseignement supérieur

Le cadre des certifications de l'espace européen de l'enseignement supérieur propose des descripteurs pour les cycles d'enseignement.

Chaque descripteur de cycle propose un énoncé générique des attentes en matière de résultats et d'aptitudes habituellement associés aux certifications qui représentent la fin de ce cycle.

- * Le descripteur du cycle court de l'enseignement supérieur (à l'intérieur du premier cycle ou lié à celui-ci), élaboré dans le contexte de l'"initiative conjointe pour la qualité" dans le cadre du processus de Bologne, correspond aux acquis à posséder au terme de l'éducation et de la formation pour obtenir le niveau 5 du CEC.
- ** Le descripteur du premier cycle dans le cadre des qualifications de l'espace européen de l'enseignement supérieur approuvé par les ministres de l'enseignement supérieur réunis à Bergen en mai 2005 dans le cadre du processus de Bologne correspond aux acquis à posséder au terme de l'éducation et de la formation pour obtenir le niveau 6 du CEC.
- *** Le descripteur du deuxième cycle dans le cadre des qualifications de l'espace européen de l'enseignement supérieur approuvé par les ministres de l'enseignement supérieur réunis à Bergen en mai 2005 dans le cadre du processus de Bologne correspond aux acquis à posséder au terme de l'éducation et de la formation pour obtenir le niveau 7 du CEC.
- **** Le descripteur du troisième cycle dans le cadre des qualifications de l'espace européen de l'enseignement supérieur approuvé par les ministres de l'enseignement supérieur réunis à Bergen en mai 2005 dans le cadre du processus de Bologne correspond aux acquis à posséder au terme de l'éducation et de la formation pour obtenir le niveau 8 du CEC.

ANNEXE III

Principes communs régissant l'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur et l'enseignement et la formation professionnels dans le contexte du cadre européen des certifications

Lors de la mise en œuvre du cadre européen des certifications, l'assurance de la qualité - qui est nécessaire pour garantir la responsabilisation et l'amélioration de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels - devrait s'appuyer sur les principes suivants:

- les politiques et procédures d'assurance de la qualité devraient sous-tendre tous les niveaux du cadre européen des certifications;
- l'assurance de la qualité devrait faire partie intégrante de la gestion interne des établissements d'éducation et de formation;
- l'assurance de la qualité devrait comporter une évaluation régulière des établissements, de leurs programmes ou de leurs systèmes d'assurance de la qualité par des organes ou des agences de contrôle extérieurs;
- les organes ou les agences de contrôle extérieurs de l'assurance de la qualité devraient faire l'objet de contrôles réguliers;
- l'assurance de la qualité devrait couvrir les contextes, intrants, processus et extrants, tout en donnant la priorité aux produits et aux acquis de l'éducation et de la formation;
- les systèmes d'assurance de la qualité devraient englober:
 - des directives de mise en œuvre, y compris la participation des parties prenantes;
 - des ressources adéquates;
 - des méthodes d'évaluation cohérentes, combinant auto-évaluation et contrôle extérieur;
 - des mécanismes et des procédures de retour d'information à des fins d'amélioration;
 - des résultats d'évaluation largement accessibles;
- les initiatives concernant l'assurance de la qualité aux niveaux international, national et régional devraient être coordonnées afin de garantir la supervision, la cohérence, la synergie et l'analyse du système;
- l'assurance de la qualité devrait être un processus coopératif associant tous les niveaux et systèmes d'éducation et de formation, intégrant l'ensemble des parties prenantes concernées, aux niveaux national et communautaire;
- les orientations concernant l'assurance de la qualité au niveau communautaire peuvent constituer des points de référence pour les évaluations et l'apprentissage en équipe.

Commission européenne

Le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (CEC)

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2008 — 15 p. — 21 X 29,7 cm

ISBN 978-92-79-08478-2

**COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS
DE L'UNION EUROPÉENNE?**

Vous trouverez les publications de l'Office des publications disponibles à la vente sur le site de l'EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>), où vous pourrez passer commande auprès du bureau de vente de votre choix.

Vous pouvez également demander la liste des points de vente de notre réseau mondial par télécopie au (352) 29 29-42758.

